

A nouveau hier matin, expulsion-sanction sans solution !

Alors que la plupart des hommes du terrain étaient partis au travail, hier matin, la police a débarqué par surprise en donnant une heure à l'ensemble des familles pour quitter les lieux. Ce terrain est situé sur la commune de Nantes, à proximité de la route de Paris. Les démarches légales minimales avaient été effectuées. Selon la préfecture, une évaluation avant évacuation avait été réalisée (comme le prévoit la circulaire de 2012 sur les évacuations de terrains occupés illégalement) mais les résultats non communiqués aux intéressés. D'ailleurs, "malheureusement, comme à l'accoutumée, des familles vont devoir se réinstaller ailleurs sans solution particulière" (toujours la préfecture). C'est à dire, n'importe où, et la ronde errance, occupation illégale, expulsion pourra reprendre !

Lorsque nous avons au cours des mois de l'année écoulée, rencontré des élus de quelques mairies de l'agglomération, des représentants de Nantes Métropole, Mme la Sous Préfète et ses conseillers, nous avons conclu qu'une évolution attendue commençait à s'élaborer : la prise en compte de la réalité de la situation. C'est à dire, stabilité des familles roms des bidonvilles de l'agglomération nantaise, sur place pour la plupart depuis plusieurs années, diversité des parcours d'intégration, des projets, des moyens, des aptitudes. Nous étions d'accord aussi sur le fait que l'évolution pouvait être longue mais que les progrès réalisés par les familles grâce à l'aide de tous les intervenants étaient réels et encourageants pour continuer dans cette voie.

Inquiets au fil des mois du report incessant de la réunion de l'ensemble des maires de l'agglomération demandée par certains élus, nous avons régulièrement rappelé la nécessité de ne pas laisser cette situation dérapier vers de nouvelles dégradations, avec irritation croissante des riverains, bricolage de survie des familles des bidonvilles, découragement des bonnes volontés citoyennes de ce pays...

Et depuis deux mois, nous nous retrouvons face aux anciens interlocuteurs de Nantes Métropole qui nous resservent le même discours rassis qu'ils servaient quelques années auparavant, de l'application de la loi de façon humaine dont nous avons pu constater le résultat brillant pour résoudre cette situation.

Et depuis 2 mois, les expulsions ont repris sur le mode ancien. Avec des procédures légales bien sûr, mais avec mobilisation (coûteuse!) des forces de police débarquant par surprise, et jetant sur les routes les familles une fois de plus, à la recherche de la création d'un autre bidonville.

Pour quel résultat ?

La Haluchère est un bidonville encore plus important que ceux de Cormerais, et l'on sait que seuls les bidonvilles de petite taille permettent une meilleure intégration, scolarisation, des relations apaisées avec les riverains.

Cette situation n'est pas dramatique, elle demande seulement que les élus, responsables des différents services impliqués se réunissent à la recherche de solutions utiles, réalistes, innovantes...

Une politique véritablement responsable !

Le 1^{er} juillet 2015

Le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise est composé

- d'associations de défense des Droits de l'Homme : LDH, MRAP, GASPROM-ASTI
- d'associations humanitaires : Médecins du Monde, CIMADE, CCFD-Terre Solidaire
- d'association d'éducation populaire : Ligue de l'Enseignement-FAL 44
- d'associations de solidarité : Roms Indre, Soleil Roms Ste-Luce, Sol'Rom St-Herblain, Ame Sam Rezé, Solidaroms Vigneux, Treillières Solidaire, Avec Carquefou, Action Solidaire Orvault, Droujba Clisson, Solida-Roms-Bouguenais, Association Solidaire Roms Nantes Est, Citoyens Solidaires Montaigu, Solidarité Nantes centre, Cell'Accueil, ADIS Sautron, Fraternité couëronnaise
- ainsi que de citoyens.

Il est indépendant de tout parti politique et non confessionnel.